Mai Juin 2025

N° 188 2 €

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



Un Parti dans la classe ouvrière !

Le 11 juin 2025, au lendemain du meurtre d'une surveillante de collège par un élève de 14 ans, le procureur de la République de Chaumont évoquait un adolescent « en perte de repères quant à la valeur de la vie humaine ». Au-delà de la forte émotion suscitée par cet acte commis par un enfant, une question de fond nous est posée en effet : que devient la « valeur de la vie humaine » dans un régime qui, au quotidien, multiplie les preuves de non respect de cette « valeur », en laissant commettre les massacres les plus inouïs à travers le monde, en développant prioritairement son économie de guerre au détriment des besoins populaires, en participant à la destruction de milliers d'emplois, en asphyxiant ses services publics vitaux notamment dans la santé, l'éducation et les transports, en portant des attaques répétées contre le monde du travail, en usant d'une répression renforcée contre celles et ceux qui, justement, défendent la vie humaine contre la loi du profit ?

La violence tous azimuts de l'Etat bourgeois sous le capitalisme

En France, aujourd'hui, une atteinte majeure à la dignité et donc à la vie humaine est celle de la privation d'emploi pour des milliers de salariés qui subissent fermetures d'entreprises et plans de licenciements en cascade. Les principaux secteurs concernés (automobile, sidérurgie, chimie, agro-alimentaire et commerce) révèlent particulièrement ce qui se joue au cœur de l'impérialisme, c'est-à-dire du capitalisme de monopoles : la concurrence exacerbée entre les monopoles à l'échelle mondiale, pour renforcer leurs positions et accroître leurs profits, conduit à aggraver la crise systémique de l'économie capitaliste, à travers les fusions et fermetures, les délocalisations, le vol des « aides publiques » destinées prétendument à favoriser l'emploi, le manque d'investissement et l'anarchie de la production, le tout sur fond d'offensive généralisée contre les acquis sociaux pour une plus grande exploitation du travail.

L'Etat bourgeois français, en tant que dépositaire des intérêts de classe de ces monopoles, fait tout pour favoriser la pérennité de ce système d'exploitation, comme le montrent le projet de budget 2026 du gouvernement Bayrou et la politique extérieure déployée par le président Macron.

Derrière le prétexte des 40 milliards d'économie à réaliser, se profilent de nouvelles attaques d'ampleur contre la Fonction et les services publics, et contre le droit à la retraite : le projet de budget consiste en effet à geler toutes les dépenses des ministères sauf de celui de la Défense, à fermer un tiers des agences de l'Etat et même, selon E. Lombard, Ministre de l'Economie, à baisser le nombre de fonctionnaires, pour mieux confier au secteur privé les missions de services publics ainsi délaissées. Du côté de la Sécurité sociale, son prétendu « trou » (18 Mds en 2024), généré principalement non pas par les dépenses mais par les allègements de cotisations patronales (64 milliards, soit 4 fois plus en 2024 qu'en 2014 !), sert de prétexte à de nouvelles mesures ou annonces antisociales, comme le retour en force de la TVA « sociale », c'est-à-dire la réduction des cotisations sociales patronales compensée par une hausse de la TVA.

En matière de politique extérieure, Macron se fait régulièrement le VRP de « ses » monopoles, notamment ceux de l'armement, comme début mai, en Inde, pour signer un accord portant sur l'acquisition de 26 avions de combat Dassault Rafale destinés à la marine indienne. Cette stratégie est d'ailleurs la même en direction du Proche-Orient, où le soutien de l'impérialisme français à l'Etat colonial et génocidaire d'Israël est avéré dans les faits (à quand la demande de sanctions contre Israël ?), tout en ménageant, par des discours trompeurs (celui sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine, par exemple) la sensibilité de certains Etats arabes (Qatar, Arabie Saoudite, EAU, notamment) gros acheteurs d'armement français.

Pour rassurer pleinement son oligarchie patronale et financière, l'Etat français utilise à plein son arsenal répressif et idéologique destiné à contrer tout risque de soulèvement populaire : pas un jour sans qu'on entende les ministres Retailleau et Darmanin, relayés par d'autres politiciens et par les médias dominants, parler de restaurer « l'ordre, l'autorité », à coups d'interdictions sans fin, de discours stigmatisants, de menaces d'emprisonnement ou d'expulsion, sur fond de désinformation et de manipulation permanente. Police et justice, ces bras armés de l'Etat bourgeois, œuvrent de concert pour faire taire les opposants, que ce soient par exemple les défenseurs de la cause palestinienne ou ceux de l'indépendance de la Kanaky, scandaleusement emprisonnés en métropole.

Des luttes ouvrières au Front uni des victimes du capitalisme

Dans ce contexte de crise économique, sociale et politique, il nous faut saluer les luttes ouvrières qui se dressent quotidiennement contre les destructions d'emplois, pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Bravo aussi aux dockers de Fos-sur-Mer, qui ont courageusement montré leur solidarité de classe internationaliste, en bloquant la livraison d'armes à Israël.

Mais on voit bien que ces luttes sont encore dispersées et trop souvent freinées par un attentisme par rapport à une illusoire « protection » de l'Etat, ou pire, par une collaboration ouverte de syndicats comme la CFDT qui, récemment, soutient qu'elle est pour « une retraite à la carte » (sans âge légal) et « un peu de capitalisation »…

Il manque surtout à ces luttes le débouché politique servant à cibler les responsabilités premières et structurelles des souffrances subies, à savoir le capitalisme, à travers sa classe possédante dans la production et dirigeante dans l'Etat.

Le PCRF se propose donc de travailler à forger un front de toutes les victimes du capitalisme, front large ayant pour but de rassembler les associations de masse, de lutte : les syndicats, les organisations politiques, les collectifs, qui veulent une politique de rupture avec le capitalisme. Il s'agit de mettre en lien la dénonciation de ce système inique et dépassé avec une lutte ou un collectif contre une expulsion, une lutte pour sauver un service public, une lutte pour sauver une entreprise, une lutte pour mieux vivre dans le quartier, une lutte contre une discrimination ou une criminalisation du militantisme.

Cette étape est indispensable pour passer à l'étape suivante : celle de l'affrontement stratégique avec le système capitaliste, où la classe ouvrière et son Parti prendront toute leur place pour abolir le vieux monde et construire les bases du socialisme-communisme.

SOMMAIRE

P.2 :1er mai (ACE) / 2ème Congrès du PCRF
P.3 : Soutien aux JTEKT
P.4 : ArcelorMittal
P.5 : Islamophobie / Guerre commerciale
P.6 et 11 : Guerre commerciale
P.7 à 10 : La Relève (***Expulsion de la Gaîté lyrique - Gaza et l'UJCP - Militarisation de la jeunesse - Le « développement personnel »***)
P.12 à 16 : 1945 : Victoire de l'URSS et de la Résistance contre le fascisme.

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !